Séance plénière

13-04-2023 - 16:31
20230330BRI78804

Parlement européen

L'essentiel de la plénière
17-20 avril 2023 - Session plénière
Strasbourg

Fit for 55: le PE devrait adopter des textes importants pour atteindre l'objectif climatique en 2030
Les députés voteront sur la réforme du système d'échange de quotas d'émission, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et un nouveau fonds social pour le climat. 5

Le Parlement devrait adopter un nouveau texte interdisant la vente de produits issus de la déforestation
Les députés débattront lundi et voteront mercredi sur une nouvelle loi obligeant les entreprises à s'assurer que les produits vendus dans l'UE ne proviennent pas de terres déboisées. 7

Les députés débattent de la politique de l'UE vis-à-vis de la Chine
Mardi, le Parlement débattra de la réponse de l'Union européenne aux défis mondiaux engendrés par la position plus affirmée et répressive de la Chine. 9

Crimes de guerre: le PE débattra du mandat d'arrêt de la CPI contre Vladimir Poutine
La décision de la Cour pénale internationale d'émettre un mandat d'arrêt contre le Président russe Vladimir Poutine sera débattue par les députés mercredi matin. 10

Débat "C'est l'Europe" avec le Premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel
Mercredi à 10h30, le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel débattra avec les députés des défis et de l'avenir de l'Europe. 11

Moldavie: les députés se penchent sur les récents troubles politiques
Mercredi, le Parlement votera sur une résolution évaluant les difficultés auxquelles la Moldavie, pays candidat à l'adhésion à l'UE, est confrontée. 12

Asile et migration: le PE finalise sa position pour négocier avec le Conseil
Le Parlement devrait adopter ses mandats de négociation sur la législation essentielle pour réformer le système d'asile de l'Union et sur les mesures visant à faciliter la migration légale. 13

Crypto-actifs: vote final sur les règles de traçabilité des transferts dans l'UE
Les députés approuveront les premières règles de l'UE pour garantir la traçabilité des crypto-actifs, et prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres crimes. 14

Des règles plus strictes et mieux appliquées pour stopper les flux d'argent sale
Des modifications à la législation de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent devraient être approuvées afin de lutter contre les flux illégaux d'argent et d'actifs. 16

Budget de l'UE 2024: donner priorité à la stabilité en période de turbulences
Les députés débattront et voteront sur leurs priorités pour le budget de l'UE de l'année prochaine, lançant ainsi la procédure pour la dernière négociation annuelle de cette législature. 18

Pérou: le Parlement évaluera la crise politique en cours
Mardi, les députés débattront de la situation au Pérou, dont l'économie est gravement affectée par des mois de manifestations violentes. 19

Absorptions de carbone: les députés évaluent leur contribution à la neutralité carbone de l'UE
Après un débat lundi, le Parlement votera mardi sur une résolution consacrée aux cycles durables du carbone. 20

Stockage de l'énergie: débat avec la Commission européenne
Mardi, les députés débattront avec la Commission de la situation énergétique dans l'UE et des préparatifs en vue du remplissage des réserves de gaz avant l'hiver prochain. 22

Libéralisation des visas avec le Kosovo: le PE devrait donner le feu vert
Mardi, la plénière devrait approuver l'accord sur l'exemption de visa pour les séjours de courte durée avec le Kosovo. 23

Discrimination: Le PE devrait demander au Conseil de débloquer le projet de loi sur l'égalité de traitement

Dans un projet de résolution, les députés demandent aux gouvernements de l'UE de permettre la finalisation du processus législatif bloqué depuis 15 ans, en raison de l'unanimité requise. 25

Résolutions sur les droits humains et la démocratie
Le Parlement tiendra des débats d'urgence sur les questions relatives aux droits humains, à la démocratie et à l'état de droit mercredi après-midi, suivis de votes jeudi. 27

Autres sujets à l'ordre du jour
Autres sujets à l'ordre du jour 28

http://www.europarl.europa.eu//news/fr/agenda/briefing/2023-04-17

L'essentiel de la plénière - 17-20 avril 2023 - Session plénière - Strasbourg

En savoir plus

Projet d'ordre du jour
Suivre la séance plénière en direct
Conférences de presse et autres événements
Site du service audiovisuel du Parlement européen
EP Newshub

Contacts

Baptiste CHATAIN
Attaché de presse
(+32) 2 28 40992 (BXL)
(+33) 3 881 74151 (STR)
(+32) 498 98 13 37
baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Elodie LABORIE
Attachée de presse
(+32) 2 28 34077 (BXL)
(+ 32) 477 99 06 70
elodie.laborie@europarl.europa.eu

Isabelle ZERROUK
Attachée de presse
(+32) 2 28 42742 (BXL)
(+33) 3 881 74032 (STR)
(+32) 470 88 02 62
isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu

Juliette RICHOUX
Stagiaire du service de presse

Fit for 55: le PE devrait adopter des textes importants pour atteindre l'objectif climatique en 2030

Les députés voteront sur la réforme du système d'échange de quotas d'émission, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et un nouveau fonds social pour le climat.

À l'issue d'un débat lundi, le Parlement votera mercredi sur les accords conclus avec les pays de l'UE fin 2022 sur plusieurs textes législatifs clés qui font partie du paquet législatif "Fit for 55 " en 2030. Il s'agit du plan de l'UE visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990, conformément à la loi européenne sur le climat.

Système d'échange de quotas d'émission (SEQE)

La réforme du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) fixe des objectifs plus ambitieux pour 2030, supprime progressivement les quotas gratuits pour les entreprises et crée un nouveau "SEQE II" distinct pour les carburants destinés au transport routier et aux bâtiments, et qui fixera un prix sur les émissions de ces secteurs d'ici 2027.

Le Parlement votera également sur l'inclusion des émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime dans le SEQE et sur la révision du SEQE pour l'aviation.

Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)

Conformément à l'accord conclu avec les États membres, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE sera mis en place pour garantir que les importateurs de biens couverts par le SEQE devront payer toute différence de prix entre le prix payé pour le carbone dans le pays de production et le prix des quotas de carbone dans le SEQE de l'UE.

Cela incitera les pays tiers à accroître leur ambition climatique et garantira que les efforts de l'UE et de la communauté internationale en matière de climat ne sont pas compromis par la délocalisation de la production de l'UE vers des pays ayant des politiques moins ambitieuses.

Fonds social pour le climat (FSC)

Un accord distinct avec les États membres met en place un Fonds social pour le climat de l'UE afin de garantir que la transition climatique sera équitable et socialement inclusive. Les ménages vulnérables, les microentreprises et les usagers des transports particulièrement touchés par la précarité énergétique et la précarité en matière de transports bénéficieront de ce fonds. Lorsqu'il sera pleinement mis en place, il sera financé par la mise aux enchères des quotas du "SEQE II" à hauteur de 65 milliards d'euros, 25% supplémentaires étant couverts par des ressources nationales (soit un total estimé à 86,7 milliards d'euros).

Débat: lundi 17 avril

Vote: mardi 18 avril

Conférence de presse: mardi 18 avril à 14 heures avec les rapporteurs Peter Liese (PPE, DE), Esther De Lange (PPE, NL), David Casa (PPE, MT), Mohammed Chahim (S&D, NL)

Procédure: procédure législative ordinaire, accords en première lecture

En savoir plus

Fiche de procédure - Révision du système d'échange de quotas d'émission de l 'UE (SEQE)
Fiche de procédure - Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF)
Fiche de procédure - Fonds social pour le climat (FSC)
Fiche de procédure - Révision du système d'échange de quotas d'émission de l'UE pour l'aviation
Fiche de procédure - Transport maritime
Produits multimédias (en anglais)

Le Parlement devrait adopter un nouveau texte interdisant la vente de produits issus de la déforestation

Les députés débattront lundi et voteront mercredi sur une nouvelle loi obligeant les entreprises à s'assurer que les produits vendus dans l'UE ne proviennent pas de terres déboisées.

Le nouveau règlement, déjà approuvé avec les États membres, contribue à lutter contre le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité en empêchant la déforestation liée à la consommation dans l'UE de produits provenant du bétail, du cacao, du café, de l'huile de palme, du soja, du bois, du caoutchouc, du charbon de bois et du papier imprimé. Avant que ces produits puissent être vendus sur le marché européen, les entreprises doivent vérifier et publier une déclaration de diligence raisonnée, selon laquelle les produits n'ont pas conduit à la déforestation et à la dégradation de forêts, où que ce soit dans le monde.

Contexte

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 420 millions d'hectares de forêts — une superficie supérieure à celle de l'UE — ont été perdus à cause de la déforestation entre 1990 et 2020. La consommation européenne serait responsable d'environ 10% de la déforestation mondiale. L'huile de palme et le soja en représentent plus des deux tiers.

En octobre 2020, le Parlement a fait usage des prérogatives que lui confèrent le traité pour demander à la Commission de présenter une législation visant à mettre un terme à la déforestation mondiale provoquée par l'Union européenne.

Débat: lundi 17 avril

Vote: mercredi 19 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accords en première lecture

En savoir plus

Fiche de procédure - Règlement sur la déforestation
Communiqué de presse - Un accord qui garantit la vente de produits sans déforestation dans l'UE (06/12/2022)
Service de recherche du PE - Des produits sans déforestation dans l'UE (07/09/2022, en anglais)
Service de recherche du PE - L'Union européenne et les forêts
Service de recherche du PE - Le Brésil et la forêt amazonienne - déforestation, biodiversité et coopération avec l'UE (en anglais)
Fiche d'information de la Commission sur la déforestation (en anglais)
Infoclip- Produits courants associés à la déforestation et à la dégradation des forêts (en anglais)
Produits multimédias

Les députés débattent de la politique de l'UE vis-à-vis de la Chine

Mardi, le Parlement débattra de la réponse de l'Union européenne aux défis mondiaux engendrés par la position plus affirmée et répressive de la Chine.

Le débat en plénière devrait porter sur un large éventail de questions liées aux relations entre l'UE et Pékin, dans le contexte de l'essor continu de la Chine en tant que puissance politique et économique sur la scène mondiale.

Plus tôt en 2023, le Parlement a réitéré sa demande d'une stratégie renouvelée, globale et cohérente entre l'Union et la Chine, qui devrait tenir compte des défis engendrés par la montée en puissance du pays sur la scène internationale, ainsi que de sa politique intérieure de plus en plus répressive et de sa politique étrangère plus affirmée.

Face à l'agressivité militaire de la Chine à l'égard de Taiwan, les députés ont également plusieurs fois condamné les actions de Pékin et appelé à un renforcement des relations de l'UE avec Taipei. A de multiples reprises, le Parlement a interpellé la Chine sur les persécutions et les crimes commis à l'encontre des Ouïghours et d'autres minorités dans la région du Xinjiang.

Débat: mardi 18 avril

Procédure: déclaration de la Commission européenne et du Conseil, sans résolution

En savoir plus

Délégation du PE pour les relations avec la République populaire de Chine (en anglais)
Produits multimédias

Crimes de guerre: le PE débattra du mandat d'arrêt de la CPI contre Vladimir Poutine

La décision de la Cour pénale internationale d'émettre un mandat d'arrêt contre le Président russe Vladimir Poutine sera débattue par les députés mercredi matin.

Les mandats d'arrêt ont été émis le 17 mars 2023 à l'encontre du Président Poutine et de Maria Lvova-Belova, commissaire aux droits de l'enfant auprès du Président russe. Tous deux sont soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre en déportant et en transférant illégalement des enfants ukrainiens des régions occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie.

Au cours du débat en plénière, les députés examineront également de près la question de la sécurité des enfants ukrainiens, s'appuyant sur différents rapports estimant que des milliers d'entre eux pourraient avoir été enlevés ou déplacés contre leur gré en Russie après le début de la guerre d'agression de Moscou contre l'Ukraine.

Débat: mercredi 19 avril

Procédure: déclaration du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

Produits multimédias

Débat “C’est l’Europe” avec le Premier ministre du Luxembourg Xavier Bettel

Mercredi à 10h30, le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel débattra avec les députés des défis et de l’avenir de l’Europe.

Il s’agira du neuvième débat en plénière de la série “C’est l’Europe”, après le Président lituanien Gitanas Nausėda le 14 mars 2023 et des débats en 2022 avec la Première ministre estonienne Kaja Kallas, le Premier ministre italien Mario Draghi, le Premier ministre irlandais Micheál Martin , le Premier ministre croate Andrej Plenković, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, la Première ministre finlandaise Sanna Marin et le Premier ministre slovène Robert Golob.

Né en 1973, Xavier Bettel est devenu Premier ministre en décembre 2013 et a été renommé à ce poste cinq ans plus tard. Il a été élu pour la première fois membre du Parlement luxembourgeois en 1999 et a été maire de la ville de Luxembourg de 2011 à fin 2013.

Débat: Mercredi 19 avril

Conférence de presse: XXXX

En savoir plus

Biographie de Xavier Bettel (en anglais)
Produits multimédias sur les débats de la série “C’est l’Europe”

Moldavie: les députés se penchent sur les récents troubles politiques

Mercredi, le Parlement votera sur une résolution évaluant les difficultés auxquelles la Moldavie, pays candidat à l'adhésion à l'UE, est confrontée.

La résolution fait suite à un débat en plénière sur le même sujet qui s'est tenu en mars 2023.

Plus tôt cette année, la Présidente moldave Maia Sandu a alerté sur le fait que la Russie voulait organiser un coup d'État dans son pays, par le biais de sabotages et en provoquant l'agitation civile, afin de mettre un terme au processus d'intégration du pays à l'UE.

La Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, a souffert de bouleversements politiques et économiques provoqués par l'invasion de l'Ukraine voisine par la Russie, notamment des manifestations et l'arrestation de comploteurs présumés dans la capitale Chișinău.

Le pays doit également composer avec l'état séparatiste pro-russe de Transnistrie, où la Russie maintient une présence militaire.

La Moldavie a obtenu le statut de candidat à l'UE, en même temps que l'Ukraine, en juin 2022.

Débat: mardi 14 mars

Vote: mercredi 19 avril

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

Délégation du PE pour les relations avec la Moldavie (en anglais)
Produits multimédias

Asile et migration: le PE finalise sa position pour négocier avec le Conseil

Le Parlement devrait adopter ses mandats de négociation sur la législation essentielle pour réformer le système d'asile de l'Union et sur les mesures visant à faciliter la migration légale.

Fin mars, la commission des libertés civiles a adopté quatre rapports législatifs relatifs aux procédures de filtrage, à la gestion de l'asile et de la migration et aux situations de crise. Les députés ont également soutenu les modifications apportées à deux propositions concernant la migration légale, en ce qui concerne les titres de travail et de séjour et le statut de résident de longue durée pour les ressortissants de pays tiers.

Conformément aux règles du Parlement, les décisions d'engager des négociations devraient être annoncées le lundi 17 avril, au début de la session plénière. Les députés, un groupe politique ou plusieurs d'entre eux représentant au moins 10% des députés peuvent demander que les décisions de la commission des libertés civiles d'entamer des négociations soient soumises au vote de l'Assemblée plénière au cours de la même période de session. Si aucune objection n'est formulée ou si la décision de la commission est approuvée, les discussions avec le Conseil peuvent commencer, sur les dossiers pour lesquels les États membres se sont déjà accordés.

Annonce: lundi 17 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

En savoir plus

Fiche de procédure - Règlement sur le filtrage
Fiche de procédure - ECRIS-TCN
Fiche de procédure - Règlement relatif aux situations de crise et aux cas de force majeure
Fiche de procédure - Gestion de l'asile et de la migration
Fiche de procédure - Directive sur le permis unique (refonte)
Fiche de procédure - Directive sur les résidents de longue durée (refonte)
Produits multimédias

Crypto-actifs: vote final sur les règles de traçabilité des transferts dans l'UE

Les députés approuveront les premières règles de l'UE pour garantir la traçabilité des crypto-actifs, et prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres crimes.

La législation, approuvée à titre provisoire par les négociateurs du Parlement et du Conseil en juin 2022, vise à garantir que les transferts de crypto-monnaies puissent toujours être tracés et les transactions suspectes bloquées, comme c'est déjà le cas pour toute autre opération financière. La "règle de voyage" (″travel rule″), déjà existante dans la finance traditionnelle, s'appliquera également à l'avenir aux transferts de crypto-actifs. Cette règle exige que les informations relatives à l'initiateur de l'actif et à son bénéficiaire voyagent avec la transaction et soient conservées des deux côtés du transfert.

Les règles couvriront également les transactions supérieures à 1 000 euros effectuées à partir de portefeuilles dits non-hébergés (le portefeuille de crypto-actifs d'un utilisateur privé) lorsqu'ils interagissent avec des portefeuilles hébergés gérés par des prestataires de services de crypto-actifs.

Des règles européennes de marché uniformes pour les crypto-actifs

La plénière devrait également donner son feu vert définitif à de nouvelles règles communes sur la surveillance, la protection des consommateurs et les garanties environnementales des crypto-actifs, y compris des crypto-monnaies Ces règles, qui ont fait l'objet d'un accord informel avec le Conseil en juin 2022, comprennent des garanties contre les manipulations de marché et la criminalité financière. Afin de réduire l'empreinte carbone élevée des crypto-monnaies, les plus grands fournisseurs de services devront rendre publique leur consommation d'énergie.

Débats: mercredi 19 avril

Votes: jeudi 20 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, accord en première lecture

En savoir plus

Fiche de procédure - Informations accompagnant les transferts de fonds et certains crypto-actifs
Fiche de procédure - Finance numérique: marchés de cryptoactifs - MiCA
Profil du co-rapporteur de la commission ECON - Ernest Urtasun (Verts/ALE, ES)
Profil de la co-rapporteure de la commission LIBE - Assita Kanko (ECR, BE)
Profil du rapporteur - Stefan Berger (PPE, DE)
Service de recherche du PE - Marchés des crypto-actifs (en anglais)

Des règles plus strictes et mieux appliquées pour stopper les flux d'argent sale

Des modifications à la législation de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment d'argent devraient être approuvées afin de lutter contre les flux illégaux d'argent et d'actifs.

La plénière adoptera son mandat de négociation pour un ensemble de propositions visant à réformer la politique de l'UE en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le projet de loi prévoit de nouvelles règles de vigilance à l'égard de la clientèle pour les entreprises et donne aux cellules de renseignement financier (CRF) et aux autres autorités nationales l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs. Les nouvelles règles s'appliqueraient également aux biens comme les yachts, les avions et les voitures d'une valeur supérieure à 200 000 euros, ainsi qu'aux marchandises stockées dans des zones franches. Dans le même temps, les règles de transparence applicables aux plateformes de financement participatif et aux instruments financiers anonymes, tels que les crypto-actifs, seraient renforcées afin d'éviter les abus.

Les députés veulent rendre plus difficile la dissimulation des activités illicites aux médias et à la société civile. Les journalistes, les organisations de la société civile, les établissements d'enseignement supérieur et les autres acteurs ayant un intérêt légitime auraient, dans le cadre de leur proposition, accès aux registres des bénéficiaires effectifs. Compte tenu du risque manifeste d'abus par des criminels, les députés souhaitent interdire tous les régimes d'octroi de droits à la citoyenneté de l'Union en échange d'investissements ("passeports dorés") et imposer des contrôles plus stricts sur les régimes de résidence par investissement ("visas dorés").

Une nouvelle autorité européenne pour l'application cohérente des règles

Afin de garantir une application cohérente des règles dans l'ensemble de l'UE, ces projets de réformes créeraient une Autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLA) dotée de pouvoirs de surveillance et d'enquête. En cas d'infractions graves aux règles anti-blanchiment, ce nouvel organe pourrait imposer des sanctions allant jusqu'à 2 millions d'euros, ou 10% du chiffre d'affaires annuel total d'une entreprise.

Les projets de mandats de négociation sur les trois textes législatifs adoptés au niveau des commissions seront annoncés en plénière lundi, à l'ouverture de la session. S'il n'y a pas d'objection d'ici mardi à minuit, les discussions avec le Conseil sur la forme finale de la législation pourront commencer immédiatement.

Procédure: procédure législative ordinaire, accords en première lecture

En savoir plus

Fiche de procédure - règlement AML
Fiche de procédure - directive AML
Fiche de procédure - Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (AMLA)
Déclarations des co-rapporteurs (en anglais)
Déclarations et autres produits multimédias
Commission des affaires économiques et monétaires
Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Budget de l'UE 2024: donner priorité à la stabilité en période de turbulences

Les députés débattront et voteront sur leurs priorités pour le budget de l'UE de l'année prochaine, lançant ainsi la procédure pour la dernière négociation annuelle de cette législature.

Dans leur projet de résolution, qui sera débattu mardi et voté en plénière mercredi, les députés de la commission des budgets se disent "déterminés à faire en sorte que le budget 2024 réponde aux préoccupations des citoyens, à leurs besoins et priorités, en contribuant à rétablir la stabilité et à promouvoir la reprise et la convergence, en jetant les bases d'une Europe sûre, prospère, juste et durable et en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte".

Dans cette optique, ils proposent de se concentrer sur l'indépendance énergétique, les transitions écologique et numérique, la jeunesse et les défis géopolitiques.

Plus d'informations dans le récent communiqué de presse et dans le projet de résolution.

Contexte

Les orientations budgétaires constituent le premier document produit par le Parlement dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle. Elles définissent la ligne que le Parlement attend de la Commission lors de l'élaboration de sa proposition de budget pour l'année suivante. La Commission devrait présenter le projet de budget pour 2024 en juin.

Débat: mardi 18 avril

Vote: mercredi 19 avril

Procédure: initiative budgétaire

En savoir plus

Commission des budgets
Page web de la commission des budgets sur la procédure budgétaire 2024
Fiche de procédure
Fiche thématique de l'UE - La procédure budgétaire
Site web de la Commission européenne - Comment le budget de l'UE est-il préparé?

Pérou: le Parlement évaluera la crise politique en cours

Mardi, les députés débattront de la situation au Pérou, dont l'économie est gravement affectée par des mois de manifestations violentes.

Le Pérou a sombré dans le chaos politique et des affrontements de rue meurtriers ont eu lieu en décembre de l'année dernière, à la suite de la destitution du Président Pedro Castillo et de l'arrivée au pouvoir de Dina Boluarte. Bien que l'organisation de nouvelles élections soit l'une des principales revendications des manifestants, rien n'a été annoncé jusqu'à présent.

Des dizaines de personnes ont été tuées et les troubles ont également eu un effet négatif sur l'économie péruvienne, notamment dans les secteurs-clés de l'exploitation minière et du tourisme.

Débat: mardi 18 avril

Procédure: déclaration de la Commission européenne, sans résolution

En savoir plus

Produits multimédias

Absorptions de carbone: les députés évaluent leur contribution à la neutralité carbone de l'UE

Après un débat lundi, le Parlement votera mardi sur une résolution consacrée aux cycles durables du carbone.

Dans le projet de texte, les députés examinent dans quelle mesure et comment l'absorption du carbone par les forêts, les pratiques agricoles ou des solutions technologiques peuvent contribuer à atteindre la neutralité climatique dans l'UE d'ici 2050.

Le stockage agricole du dans les sols, par exemple, représente pour les agriculteurs une opportunité de transformer leur modèle économique. Le projet de résolution suggère que les agriculteurs soient encouragés à s'engager volontairement dans une transition vers des pratiques agroécologiques et agroforestières durables, qui favoriseraient également la biodiversité.

Le projet de texte indique également que les technologies permettant le captage direct du CO2 dans l'air, combinées à un stockage permanent, prouvées scientifiquement et sûres pour l'environnement, peuvent contribuer à atteindre la neutralité climatique. Toutefois, les absorptions de carbone devraient compléter et ne jamais remplacer les réductions obligatoires des émissions de gaz à effet de serre.

Contexte

L'absorption du carbone par les forêts, l'agriculture ou les solutions technologiques doit jouer un rôle de plus en plus important pour que l'UE atteigne la neutralité carbone d'ici 2050, étant donné que chaque tonne de CO2 émise dans l'atmosphère devra être compensée par une tonne de CO2 retirée de l'atmosphère. En décembre 2021, la Commission a adopté la communication sur les cycles durables du carbone, qui définit un plan d'action sur la manière de développer des solutions durables pour augmenter les absorptions de carbone.

Débat: lundi 17 avril

Vote: mardi 18 avril

Procédure: procédure d'initiative

En savoir plus

Fiche de procédure - Cycles durables du carbone
Communiqué de presse - Absorptions de carbone: des efforts supplémentaires sont nécessaires pour parvenir à la neutralité carbone, affirment les députés (01/03/2023, en anglais)
Rapporteur Alexander Bernhuber (PPE, Autriche)
Produits multimédias

Stockage de l'énergie: débat avec la Commission européenne

Mardi, les députés débattront avec la Commission de la situation énergétique dans l'UE et des préparatifs en vue du remplissage des réserves de gaz avant l'hiver prochain.

Alors que la saison du chauffage s'achève en Europe après un hiver durant lequel les pannes d'électricité ont été évitées grâce aux mesures de réduction de la consommation, au remplissage obligatoire des réserves de gaz et à une météo tempérée, les députés vont maintenant entendre la Commission sur les préparatifs visant à garantir un approvisionnement énergétique suffisant disponible tout au long de l'hiver prochain.

Contexte

Avec la guerre russe contre l'Ukraine, l'effondrement des livraisons de gaz de la Russie vers l'Europe et la détérioration du marché de l'énergie, l'UE a introduit une série de mesures d'urgence au cours de l'année 2022:les réserves stratégiques ont été comblées en urgence, le plan REpowerEU et des mesures d'économie d'énergie ont été mis en place, de même qu'un mécanisme temporaire pour limiter les prix excessifs du gaz. D'autres mesures devraient être présentées ou adoptées dans les semaines à venir, comme la réforme du marché européen de l'électricité, ainsi que des mesures visant à faciliter le déploiement des énergies renouvelables.

Débat : mardi 18 avril

Procédure: déclaration de la Commission sans résolution

Libéralisation des visas avec le Kosovo: le PE devrait donner le feu vert

Mardi, la plénière devrait approuver l'accord sur l'exemption de visa pour les séjours de courte durée avec le Kosovo.

La libéralisation du régime des visas entre l'UE et le Kosovo permettrait aux citoyens du Kosovo de se rendre dans l'UE — et aux citoyens de l'UE d'aller au Kosovo — sans visa, jusqu'à 90 jours sur une période de 180 jours. Les négociateurs du Parlement et du Conseil se sont accordés sur la mesure en décembre 2022.

Une fois approuvée en plénière, la loi sera officiellement promulguée par la Présidente du Parlement et la Présidence suédoise du Conseil.

Contexte

Le Kosovo est un candidat potentiel à l'adhésion à l'UE qui a déclaré son indépendance en février 2008. Actuellement, son indépendance n'est pas reconnue par cinq États membres de l'UE (Chypre, Grèce, Roumanie, Slovaquie et Espagne). Le Parlement européen soutient la libéralisation du régime des visas avec le Kosovo depuis 2016, après que la Commission ait déclaré que le pays remplissait les critères de sa feuille de route pour la libéralisation des visas. Le Kosovo est actuellement le seul de la région des Balkans occidentaux qui ne bénéficie pas de l'exemption de visa pour les séjours de courte durée dans l'espace Schengen.

L'exemption de visa entrera en vigueur une fois que le système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) sera en place, et en tout état de cause d'ici 2024.

Vote: mardi 18 avril

Procédure: procédure législative ordinaire, deuxième lecture

Conférence de presse en cours de confirmation

En savoir plus

Fiche de procédure
Profil du rapporteur: Thijs REUTEN (S&D, Pays-Bas)
Fiche thématique sur l'UE - Les Balkans occidentaux
Produits multimédias: UE-Kosovo (en anglais)
Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Discrimination: Le PE devrait demander au Conseil de débloquer le projet de loi sur l'égalité de traitement

Dans un projet de résolution, les députés demandent aux gouvernements de l'UE de permettre la finalisation du processus législatif bloqué depuis 15 ans, en raison de l'unanimité requise.

Les règles européennes actuelles en matière de lutte contre la discrimination ont été adoptées de manière fragmentée, certaines formes de discrimination n'étant encore considérées que sur le lieu de travail et sur le marché de l'emploi.

Le Parlement s'apprête à demander au Conseil de débloquer les travaux sur une nouvelle directive de lutte contre la discrimination qui étendrait à l'échelle de l'Union la protection juridique contre la discrimination dans tous les domaines, incluant le genre, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle. Le Parlement a adopté sa position sur la proposition de la Commission en 2009, mais la procédure législative a été bloquée en raison de la réticence de quelques États membres.

Le projet de texte souligne que les États membres ne mettent pas correctement en œuvre le cadre européen de lutte contre les discriminations. Il souligne également les problèmes liés à la mise en œuvre de la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE et de la Cour européenne des droits de l'homme.

Les députés souhaitent que le texte soit approuvé avant les élections européennes de 2024.

Débat: 15 mars

Vote: mercredi 19 avril

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

Communiqué de presse - Il est temps de faire face au racisme structurel et institutionnel dans l'UE, déclarent les députés (10/11/2022, en anglais)
Communiqué de presse - Droits fondamentaux dans l'UE: des problèmes de longue date exacerbés par le COVID-19 (15/09/2022)
Profil de la rapporteure - Alice KUHNKE (Verts/ALE, SE)
Rapport sur les droits fondamentaux 2022 de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
Fiche de procédure
Train législatif (en anglais)
Publications du Think Tank du PE sur les discriminations
Produits multimédias (État de droit)

Résolutions sur les droits humains et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats d'urgence sur les questions relatives aux droits humains, à la démocratie et à l'état de droit mercredi après-midi, suivis de votes jeudi.

- La répression contre le droit à l'éducation et les militants des droits à l'éducation en Afghanistan, y compris le cas de Matiullah Wesa ;

- Iran, le cas de Bernard Phelan et le cas de Toomaj Salehin ;

- Le risque de peine de mort et l'exécution de la chanteuse Yahaya Sharif Aminu pour blasphème au Nigeria.

Débats: mercredi 19 avril

Votes: jeudi 20 avril

Procédure: résolutions non législatives

En savoir plus

Produits multimédias

Autres sujets à l'ordre du jour

Autres sujets à l'ordre du jour

- 80e anniversaire du soulèvement du Ghetto de Varsovie, déclaration de la Présidente, mercredi

- Relations institutionnelles entre l'UE et le Conseil de l'Europe, *Vincze*, débat lundi, vote mardi

- Machines et équipements, *Štefanec,* vote mardi

- La mise en œuvre de la PSDC civile et d'autres aides de l'UE en matière de *sécurité civile, Alametsä Alviina, débat lundi, vote mardi*

- Capacité de déploiement rapide de l'UE, groupements tactiques de l'UE et article 44 TUE: la voie à suivre, *López Javi, débat mardi, vote mercredi*

- Relations de l'UE avec l'Iraq — Déclaration du Vice-Président de la Commission/Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, mardi

- Stratégie de l'UE en matière de santé mondiale, déclarations du Conseil et de la Commission, mercredi

- La décriminalisation universelle de l'homosexualité, à la lumière de l'évolution récente de la situation en Ouganda, déclarations du Conseil et de la Commission mercredi, vote jeudi

- Bilan de l'Année européenne de la jeunesse, Heure des questions à la Commission, mardi

- Déclarations du Conseil et de la Commission — L'euro numérique, mercredi

- Déclarations du Conseil et de la Commission — Dieselgate: suspicion d'utilisation à grande échelle de dispositifs d'invalidation dans les voitures pour réduire l'efficacité des systèmes de contrôle de la pollution, mercredi

- Protéger la mobilité de la main-d'œuvre et les droits sociaux des conducteurs de camions en grève en provenance de pays tiers, déclarations du Conseil et de la Commission, mardi

- Maintenir les gens en bonne santé, l'eau potable et le sol vivable: se débarrasser des polluants à jamais et renforcer maintenant la législation de l'UE sur les produits chimiques, débat d'actualité, mercredi

- Déclaration de la Commission — Plan d'action de l'UE contre le trafic de biens culturels, jeudi

- Déclaration de la Commission — Rapport du GIEC sur le changement climatique: appel à une action supplémentaire urgente, jeudi